Atelier OIF-COI île Maurice, 20/23novembre 2012

« *comment faciliter et développer les échanges intra-régionaux* »

Sécurité alimentaire et échanges intra-régionaux

Définition

- La sécurité alimentaire est assurée lorsque tous les êtres humains, ont à tout moment, la possibilité physique et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine, nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires pour mener une vie saine et active

(Conseil des Nations Unies pour la Sécurité Alimentaire –CSA–)

Un cercle infernal

Sous-alimentation……problèmes de santé…….faible productivité…….production insuffisante……pénurie alimentaire…..sous alimentation

La situation

- Aujourd'hui 50 pays sont en situation d'insécurité alimentaire
- 20 pays ont un niveau de faim, extrêmement alarmant ou alarmant essentiellement en Afrique subsaharienne et dans le sud de l'Asie

(source: CSA)

Objectifs du millénaire pour le développement

Réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentés entre 1990 et 2015

- L'agriculture mondiale doit augmenter de 70% sa production pour nourrir les 9 milliards d'habitants que devrait compter la planète en 2050
- La question de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim est devenue une priorité mondiale

Les erreurs du passé

Dans les années 70-90 les institutions financières internationales ont incité les pays pauvres :

- à abandonner les cultures vivrières
- À se spécialiser dans des productions destinées à l'exportation
- À nourrir leurs population en s'approvisionnant sur le marché mondial, supposé garantir les meilleurs prix !

La crise alimentaire

- Cette stratégie a fonctionné tant que les prix agricoles étaient à la baisse.
- Dans le budget des états la part réservée à l'agriculture est passée de 18% à 5% entre 1980 et 2005.On a massivement sous investi dans ce secteur qui regroupe plus de 70% de la population des pays concernés
- 2008 : douloureux réveil avec la crise alimentaire (émeute de la faim) et la volatilité des prix

Les causes communément admises

- **Les aléas climatiques**
- **L'épuisement des sols**
- **Les troubles politiques…..**

Les paysans sont dans l'incapacité de produire assez de nourriture pour satisfaire les besoins de leur famille et approvisionner les marchés locaux (ex : corne de l'Afrique, 2011)

Les causes communément admises

Tension forte sur les marchés: la demande étant supérieure à l'offre, à cause notamment :

- **La demande des pays émergents** entretenant la spéculation et la volatilité des prix agricoles
- **Les agro carburants** se sont révèles si profitables qu'ils tendent à se substituer aux cultures alimentaires provoquant :
  - La déforestation
  - Le développement de l'agriculture industrielle au détriment des petits producteurs

Les causes communément admises

- L'accaparement des terres : acquisition de vastes surfaces cultivables dans les pays du sud par des investisseurs internationaux – Chine, USA, Royaume Uni, Malaisie, Corée du sud (21% sont liés à des projets d'agro carburants)

Des projections alarmantes !

Toutes les projections de la FAO aboutissent à la conclusion que les prix agricoles vont rester élevés et connaître une grande volatilité dans les 10 ans à venir

Les solutions préconisées

La croissance agricole et le **soutien aux petits producteurs** sont considérés aujourd'hui comme le moyen le plus efficace de faire reculer la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans le monde.

C'est une nécessité face à la croissance démographique et aux effets du changement climatique

Comment améliorer la productivité des petits agriculteurs?

- Par la diffusion des méthodes agronomiques
- Par des semences améliorées
- Par l'utilisation raisonnée des engrais (pour éviter l'épuisement des sols)
- Par le développement de l'irrigation

Comment améliorer la productivité des petits agriculteurs?

- Par l'accès au micro- crédit
- Par une mécanisation « douce » adaptée au contexte technologique et culturel, à la fragilité des sols
- Par le développement d'infrastructures de transport et de stockage
- Par la structuration des filières agricoles

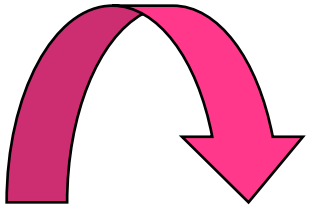
Une agriculture orientée « marché »

En définitive, il faut transformer l'agriculture d'auto subsistance, d'auto consommation en autarcie en une agriculture commerciale approvisionnant les marchés locaux et régionaux

Une agriculture orientée « marché »

C'est ce que j'appelle :

« *de la fourche à la fourchette* »

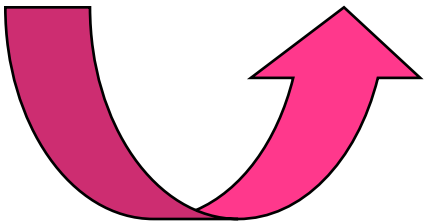
De l 'agriculteur  **au consommateur**

Une agriculture orientée « marché »

Mais « de la fourche à la fourchette »

…..Cela signifie aussi

Du consommateur ***au producteur***



Une agriculture orientée « marché »

- Car en définitive, « il n'est de bons produits que de produits vendus »
  - Le produit doit répondre aux besoins, aux attentes des consommateurs : aspect, goût, conservation, traçabilité, normes de qualité, sécurité des aliments…..prix
  - Le produit doit atteindre le client final
- Cela concerne donc toute la filière : le produit brut, sa transformation, son conditionnement, sa distribution

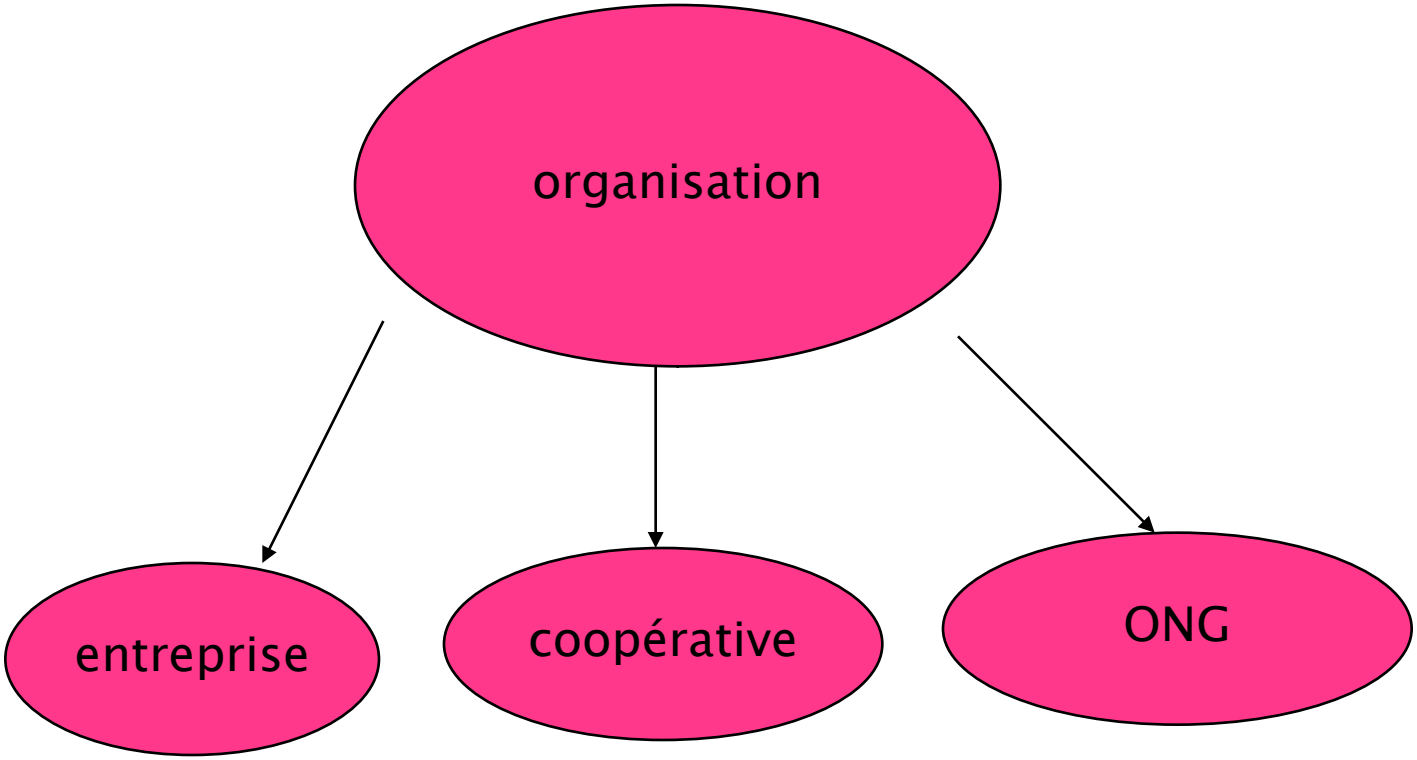
Une agriculture orientée « marché »

« L'agriculteur doit travailler pour le marché et pas seulement pour l'auto subsistance et le troc »

Il faut créer de la valeur pour agriculteur

Une agriculture orientée « marché »

- Cela nécessite la mise en place d'une :



…..une organisation

- Quelle que soit cette organisation, elle doit être professionnelle et d'appuyer sur une **démarche entrepreneuriale** rigoureuse
- Toutes les entreprises peuvent s'organiser en coopératives pour plus d'efficacité
- Les ONG s'imposent quand le marché n'est pas solvable. Dès qu'il devient solvable les ONG doivent vendre au prix du marché et/ou se transformer en entreprise

…….qui crée de la valeur

- Pour qui? :
  - Pour l'agriculteur : profit
  - Pour le distributeur: marge
  - Pour les intermédiaires (grossistes, collecteurs, arcanteurs…) : marge
  - Pour le consommateur : satisfaction des besoins, rapport qualité/prix
  - Pour l'Etat : impôts sur les bénéfices

Le rôle des intermédiaires

- Les intermédiaires peuvent être indispensables pour assurer le regroupement et l'allotissement des produits
- Ils deviennent nuisible s'ils verrouillent la distribution et confisque l'essentiel de la valeur créée

L'impact des grands groupes internationuax de la filière agro-alimentaire

- De grands groupes peuvent mettre en culture de grandes exploitations pour des cultures de rentes où des cultures maraîchères d'exportation
  - intérêt : ils créent de l'emploi, distribue des salaires
  - Limites :
    - ils utilisent des techniques et des moyens non transposables, les compétences sont extérieurs…..
    - Pas d'effet d'entrainement sur la filière locale
    - Pas d'approvisionnement du marché local

De la création de valeur au développement

- Conséquence : cela peut éventuellement favoriser la croissance économique……mais pas le développement tel que nous l'avons évoqué par ailleurs

Les limites

- Il faut aussi agir sur les modes de consommation (ex la consommation de viande est gourmande en production de ressources végétales et en eau, dépensière en émission de gaz à effet de serre)

Les limites

- Peut-on faire du soutien aux programmes de soutien à l'agriculture des pays du sud un axe de sa politique d'aide au développement tout en subventionnant ses propres agriculteurs comme le fait l'Union Européenne?

Les limites

- Un exemple : un projet d'accord de libre échange entre l'Inde et L'UE aboutit à la libération des règles d'ouverture des grandes surfaces en Inde.
- Cet accord menace les emplois des vendeurs des rues et des petits commerçants ainsi que le revenu des petits producteurs de lait et de volailles
- Son impact sur le droit à l'alimentation est donc négatif

En conclusion

Dans chaque pays de la COI, il serait utile :

- De favoriser la création de petites exploitations agricoles et d'unités de transformation et de stockage
- De favoriser le regroupement de ces exploitations dans des coopératives : achats en commun, mise en commun de matériel, formation, commercialisation…..

La production agricole et alimentaire doit trouver des débouchés rentables d'abord au niveau local puis au niveau régional.

Les échanges régionaux doivent être privilégiés pour :

- Assurer des débouchés aux productions agricoles locales
- Pour rationnaliser les couts de transports
- Pour réduire les émissions de CO2